

PROJET ACCOMPAGNEMENT Québec - Guatemala *Bulletin d'information*

BIMESTRIEL

Mars - avril 1999, no. 18, Montréal, Qc



GUATEMALA MÉMOIRE DU SILENCE

TZ'INIL NA'TAB'AL

**LA COMMISSION CHARGÉE D'ENQUETER SUR 36
ANNÉES DE GUERRE DÉPOSE UN RAPPORT ACCABLANT
POUR L'ÉTAT GUATEMALTEQUE** voir articles aux pages 3 et 8

MARS ATTAQUE !

Vous vous sentez dépriméEs? Le mois de mars vous gruge? Voici quelques suggestions de lecture pour agrémenter vos périodes alitées, ou vos congés de maladie :

-consultez le site web contenant le rapport de la Commission d'éclaircissement historique (à éviter si vous êtes vraiment dépriméEs). Voir article de Lisa Roberts dans ce bulletin.

-«Guatemala». Un petit livre de 60 pages sur l'histoire et la situation actuelle au Guatemala. Écrit par la cinéaste Mary Ellen Davis. En vente au PAQG ou dans toutes les bonnes librairies. 8\$

Vous avez envie de sentir l'énergie couler à nouveau dans vos jambes? Le PAQG vous offre ce mois-ci quelques activités alliant plaisir et information:

-La soirée bénéfique du PAQG qui nous permet chaque année de récolter une partie des fonds nécessaires à notre fonctionnement. Venez nous appuyer! Voir annonce dans ce bulletin.

-Trois rencontres avec Jesus Tecu Osorio, qui vient nous raconter son histoire et nous expliquer comment se déroule le douloureux processus d'exhumation des cimetières clandestins au Guatemala. Jesus est un Maya-Achi de 28 ans, survivant et témoin oculaire du massacre de son village Rio Negro, dans la municipalité de Rabinal, département de Baja Verapaz.

Quand au PAQG, il va droit devant. Nos relations avec les groupes guatémaltèques travaillant sur l'exhumation des cimetières clandestins et la question de l'impunité se sont beaucoup développées. Un membre du PAQG est présentement au Guatemala, pour traiter spécialement des questions relatives à notre avenir. Dans cette optique, la version finale du nouvel énoncé de mandat sera adoptée et finalisée sous peu. Elle sera publiée dans le bulletin du mois de mai.

Bonne lecture à tous et toutes!
L'équipe de coordination du PAQG

DES NOUVELLES DU GUATEMALA EN FRANÇAIS !

L'agence de presse CERIGUA diffuse maintenant en français une synthèse hebdomadaire des événements marquants de l'actualité guatémaltèque. Cette synthèse, totalement gratuite et disponible par voie électronique, est la seule publication en français diffusée directement du Guatemala.

Qui est CERIGUA ?

Cerigua (Centro de Reportes Informativos sobre Guatemala) est une agence de presse alternative indépendante fondée en 1983, qui publie en espagnol et en anglais des analyses et des informations approfondies sur tout ce qui touche de près la vie au Guatemala : les accords de paix, les droits de la personne, la lutte des mouvements sociaux et autochtones mayas, l'environnement, le travail, la politique, la société, l'économie et bien d'autres sujets.



Depuis 15 ans maintenant, Cerigua est une source précieuse d'information pour tous ceux et celles d'ici et d'ailleurs, étudiants, journalistes, penseurs, professeurs et érudits qui désirent avoir accès à une information inexistante dans la presse écrite traditionnelle.

De retour au pays en 1994 après 11 ans d'exil, Cerigua continue de lutter pour atteindre son objectif central : développer une démocratie au Guatemala, pays sortant de 36 années de guerre civile, et promouvoir le droit à l'information.

Pour suivre les derniers développements de l'actualité du pays, pour avoir accès à une information en français traitée par des analystes et des journalistes d'ici appuyés par des correspondants à Mexico et au Costa Rica, CERIGUA est la source d'information du Guatemala.

Pour plus d'information sur CERIGUA et ses services d'information, de recherches et de publications en espagnol, anglais ou français, veuillez nous contacter à :

CERIGUA 2 Calle «A», 1-42 Zona 1, Guatemala City, C. A. Tél. & fax : (502) 238-1456/ 221-2521 courriel : cerigua@guate.net Pour vous soustraire à notre liste d'envoi ou pour abonner gratuitement un ami ou un parent, veuillez contacter Katia Paradis, la responsable de la section francophone.

PRÉSENTATION DU RAPPORT «MÉMOIRE DU SILENCE»

LE PASSÉ MIS À NU

par Lisa Roberts

Lisa Roberts est coordonnatrice de l'information pour le PA canadien au Guatemala. Elle nous livre ses commentaires sur la présentation publique du rapport de la CEH, une commission qui a été mise sur pied suite aux Accords de paix. Fruit de deux années d'enquête, ce rapport accuse l'Armée guatémaltèque de génocide et la porte responsable de 90% des violations de droits humains (la guérilla serait responsable de 3%) et accuse la CIA d'avoir joué un rôle actif dans ce conflit. Pour des résumés du rapport, consultez le site web suivant : <http://hrdata/aaas.org/ceh>

Guatemala, le 26 février 1999

Un témoin nous a montré ce qui restait des os d'une victime. Il gardait ces vestiges enveloppés dans du plastique dans son sac à provisions : *«C'est si douloureux de se promener avec... c'est comme transporter la mort... Je ne vais pas les enterrer tout de suite. (...) Je voudrais tellement qu'il trouve le repos, je voudrais aussi trouver la paix. Mais je ne peux pas, pas maintenant... Ça, c'est la preuve de mon témoignage... Je ne vais pas l'enterrer maintenant. Je veux un papier où cela soit inscrit : Ils l'ont tué (...) il n'avait commis aucun crime, il était innocent... Enfin nous serons tranquille.»* Guatemala, Mémoire du silence, CEH.

«Premièrement Pinochet. Maintenant Rios Montt» scandait le public au Théâtre national, le soir de la présentation du rapport de la CEH.

Il n'y avait aucun siège de libre, hier soir au Théâtre national. Les sièges du premier niveau, tout près de la scène, étaient occupés par les diplomates et les représentantEs du gouvernement, bien



que quelques personnes travaillant pour des ONG ou des organisations populaires aient réussi à s'y glisser. Je me suis assise au deuxième pallier, en compagnie de deux amies guatémaltèques. Les deuxième et troisième palliers étaient, en principe, ouverts au public en général. Dans les faits, autour de moi il y avait des militantEs de droits humains, des leaders étudiantEs, des gens du milieu de la solidarité, des religieux-ses, des Mayas, et des victimes des violations de droits humains commises durant les 36 années de guerre civile au Guatemala, qui ont officiellement pris fin le 29 décembre 1996.

• • • •

À l'entrée, on nous a distribué le programme de la soirée. Les présentations étaient numérotées de un à dix; après chaque intervention la tension montait d'un cran.

Après une introduction et l'hymne national, le premier à prendre la parole fut Alfredo Balsells Tojo, commissionnaire guatémaltèque. Il a fait intensément réagir la foule lorsqu'il a mentionné l'évêque Juan Gerardi. Au début, on a applaudi. Puis, lorsque les applaudissements ont commencé à diminuer, quelques personnes à ma droite ont poursuivi par une ovation debout qui a duré quelques minutes. Parfois, les applaudissements pouvaient être perçus comme une critique, surtout en présence du président de la République —que plusieurs rendent responsable du blocage de l'enquête sur l'assassinat de Gerardi, survenu il y a dix mois— et de hautgradés de l'Armée, qu'une majorité identifie comme les auteurs intellectuels du crime.

Puis ce fut au tour d'Otilia Lux de Cotí, l'autre commissionnaire guatémaltèque, de prendre la parole. Elle fut la seule Maya à parler lors de cette soirée et les quelques mots prononcés en K'iche au début de son allocution furent les seuls en langue autochtone. Elle fit allusion à un conflit armé qui n'était pas le leur, qui avait été imposé au peuple maya. *«Respectez-nous»* dit-elle, en pointant le doigt vers l'avant, *«Nous sommes des êtres humains comme les autres»*.

Cette déclaration —si élémentaire soit-elle— reçut des applaudissements prolongés. C'est dire la force du racisme au Guatemala.

Jorge Soto, secrétaire général de l'ancienne guérilla, l'URNG, maintenant devenue un parti politique a ensuite décrit la guerre civile comme l'œuvre d'une minorité écrasant une majorité réduite au silence. Il fit la promesse que l'URNG étudierait le rapport, et serait prête à respecter les recommandations qui la concernent. Il mentionna que l'URNG avait collaboré avec la CEH dans le meilleur de ses possibilités.

Raquel Zelaya, déléguée aux pourparlers de paix, représentait le gouvernement. Elle mentionna que les causes du conflit armé étaient nombreuses et complexes. Elle souligna que la Loi sur la réconciliation nationale, qui établit l'amnistie pour plusieurs actions commises durant le conflit armé, excluait les crimes contre l'humanité et que son gouvernement s'engageait à garantir l'accès à la justice. Elle fit aussi mention d'un fonds gouvernemental de 2.5 millions de quetzals pour dédommager les victimes de la guerre.

>> suite p.4

>> suite de la CEH

*«Assassins, nous voulons la justice» ;
«Justice. Justice. Justice»*

Les cris fusèrent du public. Une rage montante s'installait pour plusieurs raisons. Premièrement, le président Arzu n'était pas monté sur scène pour recevoir le rapport au nom du gouvernement et ce geste était interprété comme un manque de responsabilité, une volonté d'esquiver les recommandations et les conclusions de la CEH.

Deuxièmement, aucun espace n'avait été aménagé pour les victimes durant la présentation. Certaines organisations n'ont eu ni droit de parole ni espace sur la scène; comme le Groupe d'appui mutuel (GAM) qui a lutté tout au long des années '80 pour que les massacres et les disparitions soient clarifiés, comme CONAVIGUA qui représente les veuves, ou comme l'Association des étudiantEs universitaires (AEU).

Les gens se sont mis à réclamer que le président Arzu se présente sur la scène pour y recevoir le rapport, pour qu'il remette le rapport aux victimes. Il n'a pas bougé de son siège.

Une fois la remise officielle du rapport terminée —une copie à l'URNG, une au gouvernement, une au représentant du Secrétaire général de l'ONU, Alvaro de Soto— le représentant de l'ONU a livré le message de Kofi Annan.

Annan rendait hommage au président Arzu pour son travail durant la phase finale de négociation de la paix et la poursuite du processus. Ce qui lui valut d'être fortement chahuté. *«La vérité ne peut se substituer à la justice»* a-t-il ajouté. Ce qui reçut les applaudissements de la foule.

Au neuvième point venait le tour de Christian Tomuschat, coordonnateur de la CEH. *«Quand la CEH a été mise sur pied, on connaissait déjà le profil de ce qui s'était passé au Guatemala. Toutefois, aucun de nous ne pouvait imaginer la dimension réelle de cette tragédie.»*

«La CEH a pris connaissance de la cruauté extrême qui a marqué plusieurs des violations qui ont été commises, du grand nombre de garçons et de filles qui furent sauvagement malmenés et assassinés ainsi que de la barbarie dont ont souffert les femmes, en particulier les femmes mayas, torturées, violées et assassinées.»

«L'ampleur et l'inhumanité irrationnelle de la violence qui a fouetté le pays, ne peuvent s'expliquer simplement comme étant les conséquences d'une confrontation armée entre deux parties. Nous en avons conclu que la nature même des relations économiques, culturelles et sociales au Guatemala, de même le racisme, la fermeture des espaces de participation populaire et le refus de promouvoir des réformes substantives au niveau étatique, sont des facteurs qui expliquent leur origine et leur implantation. Nous soulignons la participation de groupes de pouvoir économique, de partis politiques, d'université et d'églises ainsi que d'autres secteurs de la société civile...»

«Durant une grande partie du conflit, avec la confiance que la fin justifiait tous les moyens, l'Armée et les forces de sécurité d'État ont mené aveuglément une lutte anticomuniste, sans respect d'aucun principe de loi ou des valeurs éthiques ou religieuses les plus élémentaires, pour finalement en arriver à une perte complète de morale humanitaire.»

Dès ses premiers mots, Tomuschat avait dépassé les attentes de tout le monde. Bien que certaines conclusions attendues par les membres de la société civile ne soient pas assez développées, le rapport de la CEH dans son ensemble est perçu comme important et puissant.

Après plus d'une heure de tension ascendante et de frustration, le soulagement et l'euphorie étaient palpables. À mesure que la vérité était dévoilée, les gens réalisaient que les toutes les pressions exercées pour que la CEH adoucisse ses conclusions avaient été vaines.

• • • •

Ses conclusions :

- La CEH a enregistré un total de 42 725 victimes, dont 23 671 victimes d'exécutions arbitraires et 6 159 personnes disparues. 83% des victimes étaient des Mayas et 17% des Ladinos. En combinant cette information à d'autres données, la CEH estime que plus de 200 000 personnes ont été tuées ou ont disparu durant la confrontation fratricide.

- Jusqu'à la moitié des années 80, les États-Unis d'Amérique et les compagnies étatsuniennes ont exercé de fortes pressions sur le Guatemala afin de maintenir des structures économiques archaïques et injustes.

- Entre 1978 et 1983, l'Armée a identifié les groupes mayas comme des alliés naturels de la guérilla. Cette fausse conviction a accru et aggravé les violations racistes et extrêmement cruelles perpétrées contre le peuple Maya.

- Entre 1981 et 1983, dans certaines régions du pays, des agents d'État ont commis des actes de génocide contre des groupes mayas. Les violations documentées par la CEH qui ont été commises par des agents de l'État et par des groupes paramilitaires liés à l'État ont été réalisées en connaissance de cause et par ordre des plus hautes autorités militaires. Il y a des preuves démontrant que les services de renseignements de l'Armée et que l'État major présidentiel furent les auteurs intellectuels et les organisateurs directs de captures, d'interrogatoires illégaux, de tortures, de disparitions et d'exécutions.

- *«De manière générale, l'État guatémaltèque a des responsabilités indéniables concernant les violations de droits humains et la transgression des lois humanitaires internationales. Les responsables du personnel de défense nationale étaient, au sein de l'Armée, les plus hautes autorités responsables de ces violations. Toutefois, au-delà de la personne physique occupant ce poste, la responsabilité politique incombe aux gouvernements successifs. Pour cette raison, le président de la République, en tant que commandant en chef des forces armées et du ministère de la Défense doit être soumis aux mêmes critères de responsabilité... De plus, il faut aussi tenir compte du fait que jusqu'en 1986, presque tous les présidents furent des membres haut-placés de la hiérarchie militaire, connaissant particulièrement les structures militaires et leur fonctionnement.»*

À partir de ces découvertes, la CEH fait 83 recommandations pour la conservation de la mémoire des victimes, pour la compensation des victimes, pour la cristallisation d'une culture de respect mutuel et de respect des droits humains, pour le renforcement du processus démocratique, pour favoriser la paix et l'harmonie nationale. Elle recommande aussi l'établissement d'une entité chargée de promouvoir et de surveiller l'application de ces recommandations.

Le génocide n'est pas couvert par «l'amnistie» prévue par les accords de paix. Il est sanctionné par le Code pénal guatémaltèque. Le Centre d'action légale en matière de droits humains (CALDH) a annoncé qu'au cours des dernières années, il a recueilli des preuves de génocide pratiqué par l'ancien président Efraín Ríos Montt.

RETOUR HISTORIQUE

6 ANS APRES...

Par Robert Turcotte

membre du Carrefour tiers monde et du Projet accompagnement Québec

En janvier 1993, Robert Turcotte a accompagné le premier retour collectif des Guatémaltèques réfugiés au Mexique. Il fut le premier accompagnateur du PAQG et a été un pilier du comité PA de la ville de Québec jusqu'à son départ pour le Guatemala en octobre dernier. Voici des extraits d'un texte que Robert nous a fait parvenir en janvier, suite à son «retour» à Victoria 20 de Enero, la première communauté de réfugiés retournés, située dans l'Ixcán. Il participait alors à un tournage pour la série télévisée *Terre comprise* de Via le Monde. Avec l'équipe de tournage, il a refait la route que les 2 500 réfugiés avaient parcourue entre Huehuetenango et la nouvelle communauté, puis il a retrouvé les gens avec qui il avait vécu durant six mois, six ans auparavant. Il nous livre ses impressions...

Un pont de béton qui permet l'accès au village remplace la passerelle suspendue d'il y a six ans. Une route inachevée nous conduit au centre de la zone administrative et s'arrête là. C'est le bout de la route! Rien de ce que j'ai vu naître! Le village a été baptisé Victoria 20 de Enero et on m'avait demandé de signer comme témoin international lors de sa création. Ce retour crée en moi de fortes émotions et fait renaître de nombreux souvenirs.

(...) Il y a de l'électricité alimentée à l'énergie solaire quelques heures par jour et seulement dans la zone administrative du village (...) où se trouvent les bureaux du conseil du village, ceux des différentes associations, l'église, le centre d'hébergement et d'accueil, les deux écoles, les terrains de basket et de football et l'unique téléphone (...). Les résidences privées, séparées par un champ et un boisé, sont situées à environ 1/2 km du village. (...)

Dès la première heure de mon arrivée, alors que je montre et distribue des pho-

tos souvenir agrandies et plastifiées, on m'informe d'une nouvelle qui me fait très mal. Parmi les enfants photographiés, il y a ma petite préférée, Doris (...) À la vue de ces photos il y a un court silence et des regards entre les gens qui m'entourent. Puis le mot que l'on ne veut pas entendre lorsqu'il s'agit de gens qu'on aime: «elle est morte, l'Armée l'a tuée lors du massacre de Xaman». Quel choc! Ils lisent la tristesse sur mon visage. Le temps et le lieu ne me permettent pas d'exprimer ouvertement tout ce qui se passe en moi après cette annonce. Ce n'est pas le moment et il y a tous ces vivants qui m'entourent et désirent voir les autres photos.

Les entrevues et les prises de vues se succèdent par l'équipe de Via le monde. D'abord quelques familles qui nous livrent leurs histoires du passé et du présent. Puis nous rencontrons des membres de l'association des femmes et ensuite les représentants des différents secteurs du comité de coordination de Victoria. Autant j'avais connu et vu des gens énergiques, dynamiques et motivés, autant je retrouve des gens tristes,



photo : Alvaro Vargas

découragés et presque démotivés. Ils se sentent complètement abandonnés depuis la signature de la paix et le départ de la quasi totalité des organismes internationaux. Les ententes signées avant leur retour ne sont plus respectées. Tous les services inclus dans ces accords sont interrompus. La route devait couvrir tout le village et rejoindre les terres cultivées qui se trouvent parfois jusqu'à 15 km du village. L'eau potable et sa distribution à divers points n'existent pas. L'électricité est limitée à un petit secteur. Leur plus grand désespoir c'est l'inexistence des services de santé. Pourtant, avant mon départ en 1993, ils étaient à terminer la construction d'un immense bâtiment qui devait servir d'hôpital et de dispensaire. Médecins du monde supervisait les travaux. Plus rien! Plus de bâtiment, plus de médecins, plus de dispensaire, plus de soins.

La coopérative avait réussi à acheter un vieux camion en parfait état pour transporter les produits de la terre vers la ville. Aujourd'hui il est brisé et ils n'ont pas les moyens de payer la pièce de remplacement (environ 1 000\$). Donc, un ralentissement considérable des activités économiques du village. Je ne fais pas mention du peu ou de la quasi inexistence d'outils de base pour les travaux généraux. Malgré tout cela on sent un fond d'espoir et de détermination. La lutte fait partie de leur vie. Ils étaient si heureux de revenir dans leur pays tout en étant conscients de ses réalités. Je ne croyais pas les revoir dans cet état. (...)

À l'extérieur, on nous parle d'un conflit interne dans la communauté. Ce serait la raison des coupures de services. À l'intérieur, on parle d'un désaccord et pas d'un conflit. Les gens cohabitent, se parlent, travaillent ensemble mais ne s'entendent pas sur certains points. Mon avis personnel est que le départ d'un certain nombre de familles vers leurs terres ou coopératives et le remplacement de ces dernières par des déplacés internes serait le début du problème. Ces déplacés

>> suite p.6

GUATEMALA



**Rencontres avec
Jesus Tecu Osorio**
*Un autochtone maya-tz'chi du Guatemala,
survivant du massacre de son village*

**Lutter pour
la vérité**

*Pourquoi et comment les survivants de l'horreur
cachée du Guatemala exigent, malgré la répression,
que la vérité complète sur les crimes du passé soit
libéralement détournée et rendue publique.*

LUNDI LE 29 MARS
«5 à 7» de solidarité
syndicale
Café Sarajevo (sur invitation)

MARDI LE 30 MARS
12 h
Conférence à l'Université de
Montréal,
Musée Marius Barbeau du département
d'anthropologie
(Pavillon Lionel Groulx, 3^e
étage)

MARDI LE 30 MARS
19 h 30
Conférence publique à
l'UQAM/Pavillon Hubert
Aquin, salle A-2860

CONTRIBUTION VOLONTAIRE
Les fonds récoltés lors de ces événements
seront entièrement versés au Comité des
veufs, veuves et orphelins de Rabinal (Baja
Verapaz, Guatemala)

Organisé par:
Centre international de solidarité ouvrière
(CISO), Comité chrétien pour les
droits humains en Amérique
latine (CCDHAL),
Front d'accompagnement
Québec-Guatemala (PAQG),
Réseau Salut le monde
(RSLM)

Nous remercions:
L'Association des étudiants
du département
d'anthropologie de l'UQAM,
Guatemala Partners/
GRIP-UQAM.

Illustration: Manuel Monte, grâce au
plan de support produit par PROMULUM
-ORBITA à Mexico-

LUNDI LE 29 MARS
«5 à 7» de solidarité syndicale
Café Sarajevo (sur invitation)

MARDI LE 30 MARS
12 h
Conférence à l'Université de Montréal
Musée Marius Barbeau du département
d'anthropologie
Pav. Lionel Groulx, 3^e étage

MARDI LE 30 MARS
19 h 30
Conférence publique à l'UQAM
Pav. Hubert Aquin, salle A-2860

CONTRIBUTION VOLONTAIRE
Les fonds récoltés lors de ces événements
seront entièrement versés au Comité des
veufs, veuves et orphelins de Rabinal (Baja
Verapaz, Guatemala)

Organisé par:
Centre international de solidarité ouvrière
(CISO), Comité chrétien pour les droits
humains en Amérique latine (CCDHAL),
PAQG, Réseau Salut le monde (RSLM!)

Nous remercions:
L'Association des étudiants du département
d'anthropologie de l'UQAM, Guatemala Partners,
GRIP-UQAM, Réseau québécois de solidarité
avec le Guatemala.

>> article de Robert Turcotte

n'ayant pas quitté le pays, certains sinon tous, se sont soumis aux contrôles de l'Armée. Maintenant libérés de ce contrôle mais pas d'une certaine affiliation, ils usent des vieilles stratégies de l'Armée: répandre des rumeurs, semer le doute entre les gens et ainsi créer la zizanie dans la communauté. Le moyen est très efficace et permet la division d'idées et finalement des gens. À Victoria ce stratagème a réussi à mener à la formation de deux clans, formés d'une part de 90 familles et d'autre part de 60 familles dont la majorité sont des déplacés. Ils n'en sont pas au conflit mais ça risque d'y arriver. Victoria n'est pas la seule communauté à vivre ce genre de situation. Près de la moitié des communautés de retournés vivent des expériences similaires.

Je base mon point de vue sur des paroles entendues lors de notre arrêt à Cantabal. Un gradé de l'Armée nous a fait une belle description de l'opinion de l'Armée concernant les retournés. Pour lui ces gens sont des voleurs de terres, des profiteurs des organisations internationales et du gouvernement. Ce sont des étrangers venus d'ailleurs. Ce ne sont pas des Guatémaltèques. Ils ont été recrutés par la guérilla pour venir créer des problèmes dans leur pays. Ils enlèvent les terres, les biens et le travail aux vrais Guatémaltèques.

Avec ce genre de discours, il ne faut pas penser que depuis la signature de la paix l'Armée est devenue pacifique et conciliante avec tous ceux et celles qui ne se sont pas soumis. Il ne faut pas penser qu'elle a cessé de suivre les activités dans le pays, particulièrement celles des retournés et des ex-guérilleros. Il ne faut

pas penser qu'elle a abandonné ses vieilles stratégies pour démobiliser les populations et pour mieux les contrôler. Victoria est très éloigné des grands centres, près d'une des plus importantes base militaire, Playa Grande. Pour l'Armée, ce sont les premiers à être revenus au pays donc à donner le mauvais exemple. Il est évident qu'elle n'a pas l'intention de leur faire la vie facile. (...)

Lorsqu'on posait la question aux retournés et aux gens de la rue s'ils voyaient des changements depuis la signature de la paix, nous sentions un malaise. Les gens cherchaient une réponse positive. Le seul point marquant semble être une certaine diminution de la violence. Pour la plupart, leur situation s'est détériorée au lieu de s'améliorer. Les attentes sont très présentes. Pour tous, la signature de la paix n'est qu'une étape, tout le travail reste à faire et les défis sont très grands.

NOUVELLES DES ACCOMPAGNATRICES ET DES ACCOMPAGNATEURS

par l'équipe du Sud et le PAQG

Patrick Richmond a terminé son séjour d'accompagnement le 6 février dernier. Il reste au Guatemala jusqu'à fin mars pour suivre des cours d'espagnol et faire de la musique.

Il y a 12 accos du PAQG au Guate en ce moment. Dix d'entre eux ont participé à la formation de fin janvier, la dernière à porter exclusivement sur l'accompagnement dans les communautés de retour. Lisa et Paula, les coordonnatrices au Sud ont dit qu'elles étaient très satisfaites du groupe, de la sélection et de leur formation au Nord. Tout le monde est très énergique et la formation a très bien marché. Les filles du Sud craignaient un peu la surcharge, mais ça a été super dynamique et selon leurs commentaires, plus facile de faire une formation avec 10 personnes qu'avec 3. Tous et toutes sont maintenant répartiés dans des communautés de réfugiés récemment retournés.

Charles Gaucher et **Stéphanie Tardif** sont à San Rafael, Escuintla, Côte-Sud, où Alvaro Vargas avait accompagné jusqu'en décembre 1998. Tout le monde dans la communauté a demandé des nouvelles du «Chileno». Il semble qu'Alvaro ait laissé une forte impression. La communauté a beaucoup avancé depuis le départ d'Alvaro. Tout le monde a quitté les «galeras» pour s'installer dans sa propre maison et la construction de l'école avance rapidement.

Amélie Binette et **Marie-Claude Ricard** sont à La Laguna Perdida dans le Peten. C'est une communauté qui vient de revenir et qui n'a jamais eu d'accos. Les gens sont vraiment ravis d'accueillir ces deux filles pleines d'entrain avec leurs jeux, leur vivacité et leurs tours de magie.

Jean-François Groulx et **Anne Desrochers** sont à Samox, près de Xaman dans l'Alta Verapaz.

Linda Hamelin et **Mireille Roy** sont à San Vicente Baul, Côte-Sud. Elles prévoient y rester pour trois mois. Elles font des activités avec les enfants.

Véronique Bélanger est à La Trinidad, une communauté assez bien installée où Connie Berry d'Ottawa avait accompagné jusqu'à la mi-décembre et où l'accueil des gens semble très chaleureux.

Paul Williams est à Quetzal 3 et 4, Huehuetenango, où ont séjourné Patrick Richmond et Sébastien Bois.

L'Armée est entrée à Quetzal 3 et 4 le 20 février dernier. Les soldats n'y sont pas restés très longtemps et on posé quelques questions, mais cela a provoqué énormément d'insécurité dans la communauté. La communauté a déposé une plainte et Minugua a été alertée. Des recommandations ont été faites à l'Armée pour éviter de soulever des tensions dans les communautés de retour. Paul va bien et a dû faire de nombreux rapports...

Suite aux demandes de FAMDEGUA (Association des familles de disparués du Guatemala) et de l'ODHA (Bureau des droits humains de l'archevêché de Guatemala), trois personnes du PAQG accompagneront, à partir de la mi-mars, l'exhumation du cimetière clandestin de Petanac, municipalité de San Mateo Ixtatan, département de Huehuetenango.

Nous vous livrons aussi quelques bribes des messages que nous avons reçus des accompagnatrices et accompagnateurs en poste actuellement au Guatemala. À cause des contraintes d'espace nous n'avons pu reproduire l'intégralité de leurs textes...

«25-02-99. *Hola la compagnie! Ça fait plus de deux semaines que je suis ici (...) chaque jour j'en apprends un peu plus sur leur forme d'organisation et sur leur vie quotidienne. (...) L'école n'a pas de livres et la clinique de santé n'a pas de médicament, par contre la CEAR va venir construire un terrain de basketball. (...) Un autre fait intéressant: plusieurs personnes de la communauté connaissent des réfugiés qui sont partis vivre au Canada. Il y en a plusieurs qui connaissent Mateo Pablo du PAQG. Un peu de chaleur du Guate, Anne. P.S.: Je m'en viens pas mal dans la fabrication de tortillas et je commence à parler un peu kanjobal!*»

«14-02-99. *Buenas tardes a todos! San Rafael est situé au sommet d'une montagne et tout autour il y a d'autres montagnes encore plus hautes. De là nous pouvons voir sept volcans...Il fait bien chaud (...) Nous habitons dans la clinique de Médecins sans frontières, une maison de bois et toit de taule. Pas de plancher, on vit sur la terre. (...) Charles rit de moi quand il me voit passer le balai sur le sol en terre! Charles travaille avec les hommes, il coupe du bois, transporte du sable et du maïs, il a pêché des crabes, il a aidé à construire une maison, et aussi il fait la siesta de l'après-midi. Pour ma part, je visite les femmes et elles m'apprennent à faire des tortillas et d'autre bouffe, je vais apprendre à faire des*

bracelets et des hamacs! Je fais aussi la vaisselle et j'aide dans la culture de fruits et de fleurs. On joue beaucoup avec les enfants. Charles va enseigner le français et moi l'anglais à l'école. (...) Tout va bien pour nous, nous ne sommes pas malades... Nous vivons dans un petit paradis...les étoiles sont merveilleuses la nuit!!! Charles et Steph.»

«26-02-99. *Bonjour PA Québec! Nous ça va très bien à San Vicente même si les débuts dans la communauté ont été un peu difficiles. Les gens étaient un peu réservés au début mais maintenant tout est rentré dans l'ordre. Ici il y a 75 familles qui sont arrivées le 28 juillet 1998 du Mexique. Ils sont toujours en état d'urgence pour la nourriture, car la terre n'est pas bonne pour cultiver du maïs et des frijoles. Ils devront penser davantage à la culture fruitière. La communauté est tout de même bien organisée. Il s'affairent présentement à former une coopérative et plusieurs autres projets comme l'électricité, la construction d'une route et de deux ponts. L'éducation primaire se fait dans la communauté. Au niveau de la santé il y a une clinique de Médecins sans frontières et trois promoteurs de santé. (...) L'ouragan Mitch a isolé la communauté pendant deux semaines et détruit le peu de maïs qu'ils auraient pu récolter. (...) Mireille et Linda.»*

«1-03-99. *Salut l'Québec. Ici les filles perdues à la Laguna Perdida. Nous sommes arrivées ici le 15 février. Amélie s'est installée dans la clinique avec tout le confort (électricité solaire, plancher en ciment...) et les bestioles qui vont avec, attirées par la lumière (...) tandis que moi je me suis installée dans une cabane de murs en bambous, plancher en terre battue. (...) La Laguna Perdida est grande, mais le village petit. Il y a 31 familles qui sont en majorité des réfugiés mais il y a aussi des déplacés internes. Vers la fin mars Amélie accompagnera le dernier retour d'ARDIGUA. La boucle se ferme, les derniers réfugiés qui désiraient revenir au pays seront tous revenus. (...) Les gens s'ennuient du confort qu'ils avaient dans les camps de réfugiés du Mexique (électricité, eau courante, possibilité d'avoir un emploi...). Ici tout est loin. Ils sont isolés dans une mer de verdure, mais ils ont la satisfaction de travailler LEUR terre. (...) La communauté a reçu et recevra l'aide de plusieurs ONG nationales et internationales (...) pour l'installation des latrines en ciment, la clinique, des médicaments, le dépanneur, une pompe et l'instal-*

>> suite en dernière page

NOUVELLES DU SUD

Noticias del Sur

par Isabelle Gauthier

Sources: Cerigua, Centro de Estudios de Guatemala, PA-Sud

CONSULTATION SUR LES RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES

La consultation populaire pour ratifier le paquet de 47 réformes constitutionnelles passées au Congrès en octobre 1998, aura lieu le 16 mai prochain.

C'est ce que le Tribunal électoral suprême (TSE) a annoncé le 1^{er} mars dernier. L'annonce officielle marque aussi le début de la campagne de promotion et d'information de la consultation. La consultation avait été originalement prévue pour le mois de janvier, mais suites aux manœuvres habiles de la droite guatémaltèque pour obstruer le processus de changements à la constitution, tout le processus référendaire avait été mis en crise et reconsidéré puis reporté à une date ultérieure.

Gabriel Medrano du TSE a indiqué que le référendum comprendrait quatre questions, et que chacune serait imprimée d'une couleur différente pour en faciliter le décodage aux électeurs-trices analphabètes. Il a aussi ajouté que des observateurs-trices internationaux surveilleraient le déroulement du vote, et que l'OEA (Association des états américains) agirait comme conseiller.

Le TSE prévoit dépenser 21 millions de quetzals (3 millions US\$) durant le processus.

Le TSE a commencé à distribuer des pamphlets décrivant les réformes et une campagne médiatique pour dévoiler leur contenu commencera sous peu.

On attend plus de quatre millions de Guatémaltèques aux urnes le 16 mai prochain.

RÉACTIONS ANTAGONISTES AU RAPPORT DE LA CEH

Guatemala City, 3 mars. Les réactions aux conclusions et recommandations

du rapport de la Commission de Clarification Historique (CEH) révélant les atrocités de la guerre sont partagées. Alors que les organisations de défense des droits humains ont louangé le rapport, l'Armée et le gouvernement ont réagi avec prudence et appréhension après la lecture du résumé du rapport de 3600 pages, le 25 février dernier. «*Il me sera nécessaire d'étudier en profondeur le contenu du rapport afin de préciser la position de l'armée. Il serait prématuré de le commenter en ce moment*» indiqua le ministre de la Défense Héctor Barrios aux journalistes présents.

La secrétaire de la paix du gouvernement, Raquel Zelaya, se refuse à tout commentaire sur les conclusions du rapport avant d'avoir analysé le document dans «*toutes ses dimensions*». Elle mentionne toutefois que le gouvernement formera une commission afin d'étudier le rapport et présen-

...l'ex-dictateur et général Efraín Ríos Montt déclare qu'il n'a «jamais ouvert le feu avec une arme»...

tera une proposition pour exécuter ses recommandations. Zelaya affirme également que le gouvernement devrait être en mesure de rendre publique son opinion dès la semaine prochaine.

Les responsables de l'ancienne guérilla recyclée en parti politique au sein de l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (URNG) estiment eux aussi être en mesure de prendre une position officielle dès la semaine prochaine.

Pour sa part, le Congrès s'engage à établir un comité afin d'analyser les recommandations de la CEH à la lumière de la législation.

Certains des autres acteurs ayant joué un rôle clé lors du conflit sont cependant sortis du mutisme généralisé. «*Quelle coïncidence. Il ressort que la guérilla, qui a tué et massacré la population n'aurait rien fait*», affirme Gustavo Anzucto Vielman, dirigeant d'une importante association de propriétaires de plantations.

Le propriétaire foncier Humberto Preti défend pour sa part les actions de l'élite économique durant la guerre. «*Le secteur privé a assuré sa propre défense mais n'a jamais supporté aucun groupe paramilitaire*», affirme-t-il.

Mario Mérida, ex-vice Premier ministre de l'intérieur et ancien chef de l'intelligence militaire estime que la Commission de la vérité, autre appellation donnée à la CEH, devrait se nommer «*commission de la vengeance*». «*Ce fut une guerre entre les États-Unis et l'URSS. Nous n'aurions jamais du nous impliquer*», laisse-t-il tomber.

Dans une longue entrevue publiée dans le quotidien Prensa Libre, l'ex-dictateur et général Efraín Ríos Montt déclare qu'il n'a «*jamais ouvert le feu avec une arme*». Il nie également avoir ordonné un seul des centaines de massacres commis durant son court accès au pouvoir. Ríos Montt fut l'un des 2 présidents au pouvoir que la CEH accuse d'avoir dirigé et planifié une campagne de génocide envers la population indigène.

L'ambassadeur des États-Unis Donald Planty reste évasif au sujet du rôle joué par son pays dans les atrocités. Selon Planty, le conflit qui a sévit pendant 36 ans au Guatemala fut une guerre «*perpétrée par les Guatémaltèques contre les Guatémaltèques*». Il juge également erronée l'interprétation présentée par la CEH affirmant que les États-Unis auraient maintenu volontairement le Guatemala dans une situation socio-économique injuste.

L'ambassadeur mentionne aussi qu'il est préférable de «*se concentrer sur le futur et non sur le passé*» et rappelle aux Guatémaltèques que les États-Unis ont fourni une grande partie du support financier pour le travail de la Commission

et ont rendu accessibles des centaines de documents d'État (classés secrets) afin d'aider la CEH à approfondir ses recherches.

Des douzaines de commentateurs du pays et d'ailleurs ont cependant louangé le rapport de la Commission et un observateur a même suggéré que Tomuschat soit nommé pour le prix Nobel de la paix. «*Ceci est la vérité qui fait office d'autorité sur ce qui s'est réellement passé au Guatemala*», mentionne Alvaro de Soto, secrétaire adjoint aux affaires politiques de l'ONU chargé de transmettre le rapport au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Des éditoriaux sur les conclusions de la CEH ont été publiés dans de nombreux quotidiens des États-Unis, de l'Argentine, de Mexico et du Costa Rica. Certains groupes aux États-Unis ont débuté une campagne afin que leur président reconnaisse la complicité des États-Unis dans la violence qui a sévit au Guatemala.

Plusieurs regroupements de défense des droits humains espèrent pouvoir utiliser les conclusions de la CEH afin de juger les principaux coupables. «*Si un jour des victimes désirent obtenir justice à travers des procédures judiciaires, ils ont plein droit de le faire. La porte est ouverte*», dit la lauréate guatémaltèque du prix Nobel de la paix Rigoberta Menchú. Les représentants du Centre d'action légale en matière de droits humains affirment qu'ils possèdent maintenant le soutien nécessaire afin d'entamer des procédures judiciaires et déposer des accusations nationales ou internationales de génocide contre, entre autres, les généraux Efraín Ríos Montt et Romeo Lucas García.

PEINE DE MORT ANNULÉE POUR TROIS EX-PAC

Jeudi le 25 février, la cour d'appel de Coban a annulé la sentence de mort émise contre trois ex-membres des Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) pour leur participation aux massacres de Rio Negro et d'Agua Frias (1982).

Dans un jugement unanime, les trois juges de la cour de Coban, Alta Verapaz, ont accepté l'appel de la défense, invoquant des erreurs de procédures et le manque de preuves contre Carlos Chen Gomez, Pedro Gonzales Gomez et Fermin Lajuj Xitimul. La cour a ordonné la tenue d'un nouveau procès avec d'autres juges. En novembre 1998, la condamnation à mort des trois ex-PAC, reconnus coupables d'avoir participé au massacre de 269 autochtones en 1982, avait créé un précédent juridique au Guatemala pour les

crimes commis durant la guerre et ouvert une lueur d'espoir dans la lutte contre l'impunité.

Frank Larue, du Centre d'action légale en matière de droits humains (CALDH), a affirmé que ce renversement constituait un véritable scandale juridique et il a démenti l'argument invoquant l'insuffisance de preuves durant le procès.

Pour sa part Carlos Chen Osorio, un survivant de Rio Negro, a déclaré: «*Nous respectons la décision, mais nous ne la partageons pas et ne comprenons pas comment on peut invoquer des erreurs dans le processus alors qu'il y a eu suffisamment de témoignages et de preuves contre ces personnes.*»

REPRISE DU PROCES D'UN EX-COMMISSIONNAIRE DE L'ARMÉE

Le 24 février à Santa Cruz del Quiche a commencé le deuxième procès de l'ex-commissionnaire militaire Candido Noriega.

L'ex-commissionnaire de la communauté de Tululche, Quiche, est de retour sur le banc des accusés et fait face à 156 accusations de meurtre, viol, enlèvement et vol. En mai 1997, une cour de Santa Cruz avait acquitté Noriega de toutes ces charges, invoquant l'insuffisance des preuves ainsi que des déclarations imprécises et contradictoires des témoins. Une décision de la cour d'appel avait toutefois annulé ce verdict et ordonné un nouveau procès.

Au cours des premiers jours des audiences, Noriega a réitéré son innocence, et expliqué qu'une dispute de terre était à l'origine des accusations portées contre lui. Il a déclaré que les résidents de Tululche cherchaient à se venger après qu'il eut acheté plus de 4 000 acres de terres dans leur communauté.

Noriega est accusé d'avoir tiré profit de son poste de commissionnaire militaire et de dirigeant des PAC locales afin de terroriser la communauté durant les années '80.

Plusieurs témoins qui avaient déposé leur déclaration lors du premier procès sont revenuEs relater leur histoire, et certifier la participation de Noriega à plusieurs des cas d'assassinat et de torture survenus à Tululche.

Aux dires de Lucrecia Barrientos, avocate de la Conférence des ordres religieux guatémaltèques (CONFREGUA), qui a assisté les plaignantEs dans ce cas, la poursuite appuiera ses affirmations et témoignages par des rapports légistes produits à partir de récentes exhumations.

CAS GERARDI; ORANTES EST LIBÉRÉ!

Après plus de 7 mois d'incarcération, le père Mario Orantes, a retrouvé sa liberté le 17 février dernier, après qu'un juge ait établi qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes permettant d'accuser formellement le prêtre du meurtre de l'évêque Juan Gerardi, survenu en avril dernier.

Le juge Henry Monroy a aussi ordonné la fermeture provisoire du cas Gerardi et recommandé aux enquêteurs de reconstruire la scène du crime en quête de nouveaux éléments pour faire avancer l'enquête.

LES BRIGADES DE PAIX PLIENT BAGAGES

Après 16 ans d'engagement dans la protection des activistes sociaux du Guatemala, les Brigades de paix internationales (PBI) ont décidé de fermer leur bureau dans ce pays.

Invoquant les avances des dernières années au niveau du respect des droits humains et particulièrement la signature de la paix dans le pays, PBI a déclaré que sa présence n'était plus justifiée sur une base permanente. «*Il y a dans le Guatemala d'aujourd'hui, malgré les limitations qui subsistent, une avancée considérable*». «*L'époque de la terreur pure, où les gens risquaient leur vie et celle des leurs par le simple fait de s'exprimer, est révolue*».

Durant toutes ces années, des centaines de brigadistes volontaires ont accompagné jour et nuit des individus dont la sécurité était menacée. Ces gardes du corps sans armes utilisaient leur statut d'étranger pour offrir une certaine protection aux défenseurs des droits humains, aux paysanNEs, aux autochtones et aux syndicalistes. Leur présence permettait aussi d'attirer l'attention de l'opinion internationale sur les cas de violation des droits humains au Guatemala.

«*Être accompagné par les Brigades de paix, était comme une garantie pour votre vie*» a rappelé Vinicio Hernandez de la Fédération des syndicats de travailleurs guatémaltèques. Il se demande si la décision des PBI n'est pas un peu prématurée, bien que globalement «*la situation soit beaucoup plus calme pour la société civile*» depuis la signature de la paix en 1996, la répression continue toujours dans certaines régions.

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala



Organise sa

SOIRÉE BÉNÉFICE

cours de salsa et de merengue
tirages - musique en direct - empanadas

**JEUDI 25 MARS 1999
20H00 AU CIRQUE
141 MONT-ROYAL EST**

entrée 5\$ (tirage inclus)

**les profits récoltés serviront au
fonctionnement du PAQG**

>> suite de la lettre d'Amélie et
de Marie-Claude (voir p.7)

*lacion d'eau, une école, des arbres fruitiers, des semences et divers cours comme: pisciculture, agriculture biologique, administration d'une coopérative, promoteur de santé et sage-femmes. Mon départ (Marie-Claude) de la communauté est prévu pour la fin avril. Nous retrouverons les accompagnateurs du PA à la capitale pour la commémoration de l'assassinat de Mgr Gerardi, le 26 avril. Côté politique la guerre est bel et bien finie (...) mais d'autres problèmes sont nés, dont les voleurs de grand chemins. (...) Le gouvernement annonce une consultation populaire sur la réforme de la constitution pour le début mai. C'est un pas vers la démocratie, mais dans les faits, les gens sont trop occupés à travailler pour survivre et ils n'ont plus d'énergie pour essayer de comprendre une tonne de documents gouvernementaux compliqués. De plus, comme la plupart des gens sont analphabètes l'information passe mal. La MINUGUA (Mission des Nations unies au Guatemala) s'efforce de créer des documents simplifiés et de faire des ateliers d'information dans les villages pour sensibiliser la population sur leurs droits. (...)
Las chicas perdidas, Marie-Claude et Amélie»*

Prochaines assemblées du PA

Les assemblées des membres du Projet Accompagnement ont lieu une fois par mois. C'est un moment pour tous et toutes de faire le point sur les actualités au Guatemala, sur la situation des accompagnateurs et des accompagnatrices qui sont dans le Sud ainsi que sur les activités des différents comités de travail du PAQG (éducation, avenir, financement, formation, actions urgentes...). Pour les gens qui sont moins familiers avec le Guatemala et le PAQG, c'est aussi un bon moyen pour s'introduire et pour s'informer. Lors de ces assemblées, nous faisons des «brunch-potluck», c'est à dire que chacun apporte un petit quelque chose à manger qu'on se partage. Apportez vos idées et votre bonne humeur!
Bienvenue à tous et toutes!
Les prochaines assemblées auront lieu au 420 St-Paul Est, bureau 316, à Montréal (situé dans le Vieux-Montréal, métro Champs de Mars) de 13 à 16 heures: les samedi 17 avril – 15 mai – 12 juin

Prochaines réunions du comité de coordination

Les «cocos» se tiennent chaque deux semaines et ont pour but d'orienter le travail de coordination du groupe, et de discuter des décisions et de l'organisation relatives à chaque comité. En principe unE représentantE de chaque comité de travail du PA assiste à ces réunions. Le comité de coordination est redevable à l'assemblée des membres du PAQG.
Les cocos ont lieu dans les bureaux du PAQG, les jeudi de 14 à 17 heures: les jeudi 25 mars – 15 avril – 29 avril – 13 mai – 27 mai – 10 juin et exceptionnellement mercredi le 22 juin.

Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif principal de vous informer de tout ce qui a trait à la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que des activités organisées par le Projet Accompagnement. Toute personne intéressée à y participer peut nous contacter au 840-1008.

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

textes : Isabelle Gauthier, Lisa Roberts, agence Cerigua, Robert Turcotte et les accompagnatrices-teurs au Sud.

mise en page : Roberto Nieto

correction : Isabelle Gauthier, Roberto Nieto

traduction : Isabelle Gauthier

photos : Alvaro Vargas

Le Projet Accompagnement est un groupe de solidarité qui offre un appui communautaire aux réfugiés guatémaltèques qui participent au retour organisé, collectif et volontaire dans leur pays d'origine, après 15 ans d'exil au Mexique.

Le travail du PAQG comprend 4 volets : action urgente; sensibilisation et éducation; accompagnement physique; pression politique

Projet Accompagnement Québec- Guatemala

420 St-Paul Est, bureau 316

Montréal, Qc, H2Y 1H4

Tel : (514) 840-1008

Fax : (514) 840-1185

Courriel : paqando@web.net